



Marché public de travaux n° 2025.008

TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS  
D'EXTRACTION DES BASES TECHNIQUES  
DE CERAMIQUE ET DE FORGE

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Nomenclature CPV :** 45331210-1 Travaux d'installation de ventilation

**Procédure :** Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

**Forme du marché :** Marché conclu à prix global et forfaitaire.

**Nombre de lots :** 1

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme des prix du marché.....	4
1.3 Durée du marché.....	4
1.4 Décomposition du marché.....	4
1.4.1 Allotissement.....	4
1.4.2 Tranches.....	4
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3. INTERVENANTS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
3.1 Intervenants du marché.....	5
3.1.1 Maître d'ouvrage et maître d'œuvre.....	5
3.1.2 Représentant du titulaire.....	6
3.2 Personnels du titulaire.....	6
3.3 Sous-traitance.....	6
3.3.1 Acceptation des sous-traitants.....	6
3.3.2 Modification du montant.....	7
3.3.3 Modalités du paiement des sous-traitants.....	7
<b>ARTICLE 4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE .....</b>	<b>7</b>
4.1 Conditions générales d'exécution.....	7
4.2 Obligations de confidentialité.....	8
4.3 Protection des données à caractère personnel.....	8
4.4 Obligations relatives à la protection de l'environnement.....	8
4.5 Prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité.....	9
<b>ARTICLE 5. MODALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>9</b>
5.1 Délais d'exécution des travaux.....	9
5.2 Installations de chantier.....	9
5.3 Responsabilité des ouvrages (détériorations ou vols).....	9
5.4 Nettoyages et tri sélectif.....	9
5.5 Protection contre les nuisances sur le site.....	9
<b>ARTICLE 6. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>9</b>
6.1 Contrôle.....	10
6.2 Réception - Levée des réserves.....	10
6.3 Réception partielle.....	10
6.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	10
6.5 Délai de garantie.....	11
<b>ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>

7.1	Forme des prix.....	11
7.2	Contenu des prix.....	11
7.3	Variation des prix.....	11
7.4	Modalités de règlement des avances et acomptes.....	11
7.4.1	Avances.....	11
7.4.2	Acomptes.....	11
7.5	Modalités de facturation et de règlement des prestations.....	11
7.5.1	Présentation des demandes de paiement.....	11
7.5.2	Délai de paiement.....	12
7.5.3	Modalités de paiement.....	12
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>PÉNALITÉS.....</b>	<b>13</b>
8.1	Dispositions générales.....	13
8.2	Pénalités de retard.....	13
8.3	Pénalités pour non-respect des mesures de sûreté - sécurité - hygiène.....	13
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>ASSURANCES ET ATTESTATIONS.....</b>	<b>14</b>
9.1	Assurance de responsabilité civile et dommage aux tiers.....	14
9.2	Assurance vols et dommages aux biens.....	14
9.3	Justification des polices.....	14
9.4	Attestations.....	14
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>MODIFICATIONS ET RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
10.1	Évolutions relatives au titulaire.....	14
10.2	Résiliation du marché.....	15
10.3	Cession du marché.....	15
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>16</b>
11.1	Langue.....	16
11.2	Règlement des différends.....	16
11.3	Contentieux et droit applicable.....	17
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>17</b>

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de mise aux normes des installations d'extraction des bases techniques de céramique et de forge :

- Atelier céramique : conception, mise en œuvre et réalisation complète des installations d'extraction des 6 fours ;
- Atelier forge :
  - o Conception, mise en œuvre et réalisation complète des installations d'extraction du poste soudure ;
  - o Travaux de mise aux normes des installations d'extraction des forges gaz et charbon ;
  - o Fourniture et pose d'un écran de protection.

Les modalités d'exécution des prestations sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Forme des prix du marché

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

### 1.3 Durée du marché

Le marché prend effet à la date de sa notification et prend à l'admission de l'ensemble des prestations sur lesquelles il porte. A titre indicatif, il est précisé que la durée des travaux est estimée à douze (12) mois.

### 1.4 Décomposition du marché

#### 1.4.1 Allotissement

Compte tenu des caractéristiques techniques des prestations demandées, la présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

#### 1.4.2 Tranches

Le présent marché est décomposé en trois (3) tranches : une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

- La tranche ferme concerne l'**Extraction de l'atelier Céramique** : conception, mise en œuvre et réalisation complète des installations d'extraction des 6 fours ;
- La tranche optionnelle n°1 concerne l'**Extraction de l'atelier Forge** : les travaux de mise aux normes des installations d'extraction des forges gaz et charbon ;
- La tranche optionnelle n°2 concerne l'**Extraction de l'atelier Forge, poste soudure sur établi** : conception, mise en œuvre et réalisation complète des installations d'extraction du poste soudure ; et la fourniture et pose d'un écran de protection.

La nature des prestations à réaliser pour chacune des tranches sont détaillées dans le CCTP.

Il est rappelé que le pouvoir adjudicateur n'est engagé que sur la tranche ferme. Il dispose ensuite de la possibilité d'affermir ou non les tranches optionnelles qu'il a prévues.

Les tranches optionnelles du marché seront, le cas échéant, affermies par une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire, par voie dématérialisée (via le profil acheteur des Beaux-arts de Paris : <https://www.marches-publics.gouv.fr>), au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2026. Aucune indemnité de dédit n'est prévue en cas d'absence d'affermissement des tranches optionnelles.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES**

---

Les pièces contractuelles du marché sont composées de pièces particulières et générales :

### **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
  - o Plan des ateliers
  - o Rapport APAVE « D BC43 C24199198-1- ENSBA24.020 AUDIT POUR L'AMELIORATION CONDITIONS D'AERATION\_ASSAINISSEMENT Locaux de TRAVAIL St OUEN »
  - o Plans des installations de ventilation existantes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique).

### **Pièces générales :**

- Le cahier des clauses générales des marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX).

En cas de contradiction ou d'incohérence entre ces pièces, elles prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées. Il est précisé que seul l'exemplaire original conservé par les Beaux-Arts de Paris fait foi.

## **ARTICLE 3. INTERVENANTS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **3.1 Intervenants du marché**

#### **3.1.1 Maître d'ouvrage et maître d'œuvre**

Dans le cadre de la présente opération, la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre sont assurées par :

**École nationale supérieure des beaux-arts,**  
Établissement public national à caractère administratif,  
Régé par les dispositions du décret n°84-968 du 26 octobre 1984 modifié,  
Immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 197 536 675,  
Dont le siège social est situé 14 rue Bonaparte - 75272 Paris cedex 06,

Ci-après désigné par « les Beaux-Arts de Paris ».

**Désignation, adresse et téléphone du comptable assignataire :**

L'agent comptable des Beaux-Arts de Paris

14, rue Bonaparte

75272 Paris Cedex 06

Tél : 01.47.03.50.36

**Interlocuteur des Beaux-Arts chargé du suivi :**

- **Sabine LINGUANOTTO**, [sabine.linguanotto@beauxartsparis.fr](mailto:sabine.linguanotto@beauxartsparis.fr), Cheffe du service Travaux et Politique immobilière

**3.1.2 Représentant du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

**3.2 Personnels du titulaire**

Le titulaire s'engage à ce que la prestation objet du marché soit réalisée par du personnel spécialisé et compétent.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel.

De même, les dégâts de toutes natures produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge.

Les Beaux-Arts de Paris peuvent exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations, en cas de non-respect des règles de sécurité et du règlement intérieur des Beaux-Arts de Paris.

**3.3 Sous-traitance**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines prestations associées au présent marché, selon les dispositions de l'article L.2193-3 du Code de la commande publique. Il est rappelé que le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet d'un marché public.

**3.3.1 Acceptation des sous-traitants**

La sous-traitance doit faire l'objet d'une approbation préalable par le pouvoir adjudicateur. Aucun commencement des prestations ne peut intervenir avant que le sous-traitant ait été accepté et ses conditions de paiement agréées.

La demande de sous-traitance doit être accompagnée d'un acte spécial signé et contenant les informations et déclarations prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique. Pour ce faire, le titulaire peut remettre dans son offre ou, durant l'exécution du marché, directement au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception, le formulaire DC4 complété et signé disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si la demande de sous-traitance est effectuée lors de la remise de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Si la demande de sous-traitance est effectuée en cours d'exécution du marché, les Beaux-Arts de Paris acceptent le sous-traitant et agréent ses conditions de paiement en signant le formulaire DC4 ou l'acte spécial. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### *3.3.2 Modification du montant*

Toute modification du montant de la sous-traitance devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif qui sera à nouveau soumis à l'acceptation des Beaux-Arts de Paris.

### *3.3.3 Modalités du paiement des sous-traitants*

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées au sous-traitant.

Les sous-traitants sont payés selon les modalités et procédures prévues aux articles L2193.10 et R2193.10 et suivants du Code de la commande publique. Il est rappelé que le sous-traitant de premier rang bénéficie, sous certaines conditions, du droit au paiement direct.

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet aux Beaux-Arts de Paris, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

## **ARTICLE 4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE**

---

### **4.1 Conditions générales d'exécution**

La description des prestations, leurs spécifications techniques détaillées et les résultats attendus sont définis dans le CCTP du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de résultat vis-à-vis du pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. A ce titre, il s'engage à :

- Exécuter les prestations dans les règles de l'art et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- Se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son mémoire technique et qui auront été approuvés par les Beaux-Arts de Paris. Dans l'éventualité où il serait contraint de les modifier, il en avisera la personne chargée de la conduite du marché ;
- Respecter les conditions d'exécution fixées dans les documents du marché ;
- Prévoir les protections nécessaires contre toutes les détériorations des biens et des bâtiments dus à l'utilisation du matériel ou à l'intervention de son personnel ;
- Mettre en garde les Beaux-Arts de Paris contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance des contraintes des sites et de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions et sujétions. En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès des Beaux-Arts de Paris, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché.

#### **4.2 Obligations de confidentialité**

Le titulaire est tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de ses prestations. Cette obligation se poursuivra après l'expiration du présent marché, sans limitation de durée.

Le titulaire devra avertir les Beaux-Arts de Paris de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

En raison des règles de sécurité dans tout espace de travail du marché, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité à l'égard de tout tiers pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias. De même, le titulaire ne doit divulguer aucune information liée à l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable du respect de ces obligations par son personnel et, le cas échéant, ses sous-traitants.

#### **4.3 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Les parties s'engagent notamment à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (le règlement européen sur la protection des données) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.2 du CCAG-TRAVAUX, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives à la protection des données à caractère personnel, ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Celui-ci est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

#### **4.4 Obligations relatives à la protection de l'environnement**

Les prestations du présent marché sont exécutées dans le respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-TRAVAUX, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché et relatives à la protection de l'environnement, ne donneront pas lieu à la



conclusion d'un avenant avec le titulaire. Celui-ci est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

#### **4.5 Prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité**

L'ensemble des travaux nécessaires à l'exécution des prestations objet du marché, sont soumis aux dispositions du Code du travail et notamment ses article L.4531-1 et suivants.

### **ARTICLE 5. MODALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

---

#### **5.1 Délais d'exécution des travaux**

Les travaux seront exécutés selon la planning établi par le titulaire dans le dossier d'étude, conformément à l'article 1.3 du CCTP, et approuvé par les Beaux-Arts de Paris.

#### **5.2 Installations de chantier**

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires.

Le titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à supplément si des travaux confiés par le maître de l'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

#### **5.3 Responsabilité des ouvrages (détériorations ou vols)**

L'entreprise titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

#### **5.4 Nettoyages et tri sélectif**

Le chantier et ses abords doivent être maintenus propres et nets de tous déchets pendant toute la durée du chantier. Le titulaire est tenu de nettoyer son chantier et d'évacuer quotidiennement ses propres déchets.

Tous les déchets devront être traités et évacués conformément à la législation en vigueur.

#### **5.5 Protection contre les nuisances sur le site**

Le titulaire prendra toutes dispositions pour éviter les souillures et pollution pouvant provoquer une dégradation sur le site et son environnement. Toutes prestations nécessaires pour la remise en état dus au non-respect de cette prescription seront à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 6. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

---

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre V du CCAG-Travaux avec les précisions et dérogations ci-dessous.

En application du principe de comptabilité publique de paiement pour service fait, le pouvoir adjudicateur procédera aux opérations décrites au chapitre V précité puis pourra prononcer la réception sans réserve et l'achèvement des travaux par la remise d'un procès-verbal de réception, qui vaudront attestation de service fait.

### **6.1 Contrôle**

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués conformément à l'article 24 du CCAG-TRAVAUX, il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques leur incombant aux termes de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

### **6.2 Réception - Levée des réserves**

La réception est l'acte par lequel les Beaux-Arts de Paris acceptent, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

Par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG-TRAVAUX, la réception des travaux a lieu de la façon suivante :

Le titulaire est chargé d'aviser les Beaux-Arts de Paris de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule pour chaque prestation à la date fixée, de façon contradictoire en présence du titulaire et du représentant des Beaux-Arts de Paris. Un procès-verbal de réception des ouvrages est dressé et communiqué au titulaire fixant le cas échéant ordres et délais de levée des réserves.

Le titulaire est tenu, dès constatation d'une réserve à la réception ou durant la période visée à l'article 1792-6 du code civil, et sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure, de faire toute diligence pour procéder à la levée de ladite réserve.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal de réception ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront effectués par les moyens les plus rapides, dans le respect des dispositions de l'accord cadre et de manière que la gêne ou le risque pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités de remise en état doivent en tout état de cause faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage fixe au titulaire un délai pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves et les pénalités prévues à l'article 8 ci-dessus courent de plein droit et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité à compter de l'expiration dudit délai au cas où la réserve dont il s'agit n'aurait pas été levée de manière intégrale et satisfaisante.

### **6.3 Réception partielle**

Conformément à l'article 42 du CCAG-TRAVAUX, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée.

### **6.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

La mise à disposition du maître d'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrages est conforme à l'article 43 du CCAG-TRAVAUX. Ne s'agissant pas de prise de possession, elle ne donne pas lieu à réception partielle.

## **6.5 Délai de garantie**

Les travaux sont soumis à la garantie de parfait achèvement, à la garantie de bon fonctionnement et à la garantie décennale, conformément aux articles 1792 et suivants du Code civil et à l'article 44 du CCAG-TRAVAUX.

Le délai de garantie est fixé à un (1) an à compter de la date de réception des travaux, conformément à l'article 44.1 du CCAG-TRAVAUX.

## **ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ**

---

### **7.1 Forme des prix**

Le marché est exécuté à prix global et forfaitaire par application des prix détaillés dans la DPGF.

### **7.2 Contenu des prix**

Les prix du marché sont les prix hors taxe décrits dans l'offre financière du titulaire. Ils sont réputés comprendre tous les frais et charges listés à l'article 9.1 du CCAG-TRAVAUX.

### **7.3 Variation des prix**

Au regard de la durée du marché, les prix du marché sont fermes.

### **7.4 Modalités de règlement des avances et acomptes**

#### **7.4.1 Avances**

Une avance de 20% pourra être versée dans les conditions de l'article R.2191-4 du Code de la commande publique. Ce pourcentage est porté à 30% pour les TPE et PME.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance.

#### **7.4.2 Acomptes**

La demande d'acompte et son versement s'effectuent selon les modalités décrites aux articles R.2191-20 et suivant du Code de la commande publique.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

### **7.5 Modalités de facturation et de règlement des prestations**

Le paiement des prestations intervient après constatation du service fait.

#### **7.5.1 Présentation des demandes de paiement**

Chaque facture comprend, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- les coordonnées bancaires et postales du titulaire, telles qu'indiquées dans l'acte d'engagement ;
- la date d'émission de la facture ;

- la référence du marché : 2025.008 ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ), qui aura été préalablement communiqué par les Beaux-Arts de Paris ;
- le détail des prestations exécutées et la date ;
- le montant H.T. ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Les factures sont établies par le titulaire et déposées obligatoirement par voie dématérialisée sur le portail CHORUS-PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Informations nécessaires lors du dépôt de la facture dans la section « Destinataire de la facture » :

- SIRET : 197 536 675 00014
- Code service : BATIMENT

Le numéro d'engagement juridique (EJ) à saisir sera communiqué ultérieurement par les services des Beaux-Arts de Paris.

En cas de difficultés matérielles, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

#### *7.5.2 Délai de paiement*

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Toutefois, si les Beaux-Arts de Paris ne sont pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire à la mise en paiement, ledit délai est prorogé d'une période égale au retard qui en a résulté. Ainsi, le représentant des Beaux-Arts de Paris se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L2192-13 du Code de la commande publique.

#### *7.5.3 Modalités de paiement*

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le cas échéant, les Beaux-Arts de Paris pourront déduire du montant de la facture les pénalités prévues à l'article 8 ci-après du présent CCAP.

Les Beaux-Arts de Paris se libèreront également des sommes dues aux sous-traitants éligibles au paiement direct, sauf mention contraire du sous-traitant.

## ARTICLE 8. PÉNALITÉS

---

### 8.1 Dispositions générales

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché dans les conditions visées à l'article 10.2 ci-après.

Toutes les pénalités sont cumulables et sont retenues sur les sommes dues au titulaire. Elles seront imputées sur les factures du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

### 8.2 Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont appliquées selon le forfait prévu au tableau suivant.

Type de retard	Forfait
Retard dans l'exécution des travaux	700 € / jour calendaire de retard
Retard dans la levée des réserves	700 € / jour calendaire de retard
Retard de production des attestations prévues aux art. D.8222-5, D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail	500 € / semaine de retard
Retard de production des documents prévus aux art. D.8254-2 à D.8254-4 du Code du travail	500 € / semaine de retard
Retard dans le nettoyage	100 € / jour calendaire de retard
Retard dans l'évacuation des déchets	100 € / jour calendaire de retard

### 8.3 Pénalités pour non-respect des mesures de sûreté - sécurité - hygiène

Tout manquement aux stipulations relatives à la sécurité, la sûreté et l'hygiène prévues au présent CCAP, dans le CCTP, ou au CCAG-TRAVAUX entraînera l'application d'une pénalité de **100 € par manquement et par jour de retard constaté**.

## **ARTICLE 9. ASSURANCES ET ATTESTATIONS**

---

### **9.1 Assurance de responsabilité civile et dommage aux tiers**

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance, en cours de validité durant toute l'exécution du marché, garantissant sa responsabilité à l'égard des Beaux-Arts de Paris et des tiers, en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

La responsabilité du titulaire est engagée que le dommage soit dû à un membre de son personnel, à un matériel dont il dispose, ou à un de ses sous-traitants.

### **9.2 Assurance vols et dommages aux biens**

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens des Beaux-Arts de Paris. Sa responsabilité est engagée que le dommage soit dû à un membre de son personnel, à un matériel dont il dispose, ou à un de ses sous-traitants.

### **9.3 Justification des polices**

Les modalités de justification de la police d'assurance sont établies conformément à l'article 8 du CCAG-TRAVAUX.

En cas d'existence d'une franchise dans les contrats d'assurance souscrit par le titulaire, celui-ci la prend intégralement à sa charge.

### **9.4 Attestations**

Conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique et de l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale, le titulaire devra fournir, au plus tôt lors de la remise de son offre, et au plus tard, dans les cinq (5) jours suivant l'attribution du marché, les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation de vigilance datant de moins de six (6) mois.

Il est précisé que l'attestation de vigilance devra être transmise par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire est invité à déposer ses attestations sur la plateforme « E-Attestation ».

## **ARTICLE 10. MODIFICATIONS ET RÉSILIATION DU MARCHÉ**

---

### **10.1 Évolutions relatives au titulaire**

Le titulaire doit avertir les Beaux-Arts de Paris de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC), et ce pour toute modification survenant après notification du marché et pendant toute sa durée de validité, affectant notamment :

- ses dirigeants et les personnes ayant pouvoir de l'engager ;

- un redressement ou une mise en liquidation judiciaire ;
- la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- sa raison sociale ou sa dénomination ;
- son domicile ou son siège social, ses coordonnées ;
- le montant de son capital social ;
- les personnes ou les groupes qui le contrôlent ;
- la domiciliation des paiements ;
- et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la résiliation.

Le titulaire doit obligatoirement informer le pouvoir adjudicateur, dès le prononcé du tribunal, de toute procédure de redressement ou de mise en liquidation judiciaire dont son entreprise fait l'objet. Le titulaire transmet par la suite au pouvoir adjudicateur la copie du ou des jugements prononcés à cet effet. Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation peut entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre en recommandé sans autre formalité et indemnité.

## 10.2 Résiliation du marché

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-TRAVAUX.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait que les Beaux-Arts de Paris peuvent résilier le marché aux torts du titulaire, à ses frais et risques, conformément aux articles 50.3 et 52.4 du CCAG-TRAVAUX.

En complément des dispositions de l'article 50 du CCAG-TRAVAUX, le marché peut également être résilié pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles malgré une mise en demeure.

Les Beaux-Arts de Paris inviteront préalablement le titulaire à présenter ses observations.

## 10.3 Cession du marché

Conformément à l'article R.2194-6, le titulaire pourra proposer aux Beaux-Arts de Paris la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles.

Cette cession du marché requiert l'autorisation préalable dûment écrite des Beaux-Arts de Paris qui ne se prononceront sur la demande de substitution qu'après avoir

obtenu les documents nécessaires au contrôle de la situation juridique de la société au regard des obligations pour tout titulaire d'un marché public, et des garanties professionnelles, techniques et financières du nouveau titulaire au vu des exigences lors de la passation du marché.

A l'issue de cet examen, les Beaux-Arts de Paris accepteront ou non la mise en œuvre de la cession. Cette substitution de titulaire ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou des Beaux-Arts de Paris sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut :

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, les Beaux-Arts de Paris se réservent la possibilité :
  - o soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement ;
  - o de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## **ARTICLE 11. DISPOSITIONS DIVERSES**

---

### **11.1 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

### **11.2 Règlement des différends**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.



En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

### 11.3 Contentieux et droit applicable

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, et après épuisement des voies amiables, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Paris.

## ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

---

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX) s'applique au présent marché.

Articles du présent document	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
Article 4.3	Article 5.2.2
Article 4.4	Article 7.2
Article 6.2	Article 41
Article 8.1	Article 19.2.1
Article 10.2	Article 50